Présentation du texte « Les bêtes indisciplinées : les animaux citoyens et la menace de la tyrannie »

Nicolas Quérini

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cps/4679>
DOI : 10.4000/cps.4679
ISSN : 2648-6334

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 30 mai 2021
Pagination : 85-88
ISBN : 979-10-344-0088-1
ISSN : 1254-5740

Référence électronique

Nicolas Quérini, « Présentation du texte « Les bêtes indisciplinées : les animaux citoyens et la menace de la tyrannie » », *Les Cahiers philosophiques de Strasbourg* [En ligne], 49 | 2021, mis en ligne le 30 mai 2021, consulté le 11 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cps/4679> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cps.4679>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International - CC BY-NC-SA 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

Présentation du texte

« Les bêtes indisciplinées : les animaux citoyens et la menace de la tyrannie »

Nicolas Quérini

De manière à la fois intéressante et originale, Sue Donaldson et Will Kymlicka *dépassent* dans leur livre *Zoopolis* une conception unilatéralement éthique du rapport à l'animal pour faire basculer le questionnement au niveau proprement politique. Il s'agit ainsi d'intégrer les animaux dans notre définition du bien commun et les auteurs plaident en faveur d'une reconnaissance d'une forme de citoyenneté aux animaux domestiques.

Donaldson et Kymlicka établissent cela de manière nuancée à partir d'une division entre trois classes d'animaux (avec lesquelles les relations ne sont pas nécessairement les mêmes) : les animaux domestiques avec lesquels nous avons une relation privilégiée parce que de proximité immédiate, les animaux sauvages dont nous devons préserver l'environnement, et les animaux « liminaires », qui vivent à proximité de nos maisons et dans l'espace urbain et avec lesquels nous avons de fait des relations complexes. Si l'on suit la proposition des auteurs, seuls les animaux domestiques auraient un statut de citoyens à proprement parler. Si ces derniers « ne *réfléchissent* peut-être pas au bien, [...] ils *ont* un bien (des intérêts, des préférences, des désirs) et une capacité à agir et à communiquer pour réaliser ce bien »¹ et c'est la raison principale pour laquelle les auteurs veulent leur accorder une telle citoyenneté. Par ailleurs, les animaux sauvages disposent d'une forme de souveraineté et les animaux liminaires d'un équivalent du statut de

1 S. DONALDSON et W. KYMLICKA, *Zoopolis. Une théorie politique des droits des animaux*, p. 160.

résident. Donaldson et Kymlicka insistent par ailleurs sur le fait que ces distinctions sont en application dans nos relations différenciées aux humains eux-mêmes.

Si cette idée d'une citoyenneté ainsi accordée aux animaux peut paraître saugrenue, il faut reconnaître que la résistance qu'elle rencontre vient avant tout d'une conception rigide du partage entre nature et culture, tel qu'il s'est établi dans notre civilisation.

Le refus de cette reconnaissance d'une citoyenneté animale provient ainsi avant tout d'une conception fixiste de la nature qui refuse de penser la complexité des relations entre les hommes et les animaux, produite par leur histoire commune. Sont ainsi renvoyés dos-à-dos la frange radicale des défenseurs des droits des animaux et l'idée selon laquelle toute relation avec l'animal serait nécessairement une relation d'exploitation à laquelle il faudrait renoncer², ainsi que ceux pour qui l'animal serait *a priori* exclu de notre communauté politique dès lors qu'il ne dispose pas d'un *logos* lui permettant de formuler ses intérêts.

Ce refus provient également d'une conception trop restrictive et intellectualiste de la citoyenneté (ainsi restreinte à l'agentivité démocratique à laquelle l'animal ne saurait prétendre, selon une approche classique³). Les auteurs montrent, d'une part, que la citoyenneté ne s'exerce pas unilatéralement ainsi⁴, mais également et d'autre part, que

2 Les auteurs refusent de penser que tout type de relation avec l'animal soit nécessairement une relation d'exploitation unilatérale, ce qui se donne à penser particulièrement dans les relations que nous entretenons avec nos animaux domestiques.

3 Être citoyen, au sens de cette agentivité politique démocratique, «ce n'est donc pas seulement être le ressortissant d'un État [...], ni même être un membre du peuple souverain au nom duquel l'État gouverne [...] c'est également participer activement au processus démocratique (ou tout au moins avoir le droit d'y participer). Être citoyen, en ce sens, c'est être le coauteur des lois, et pas seulement leur bénéficiaire passif» (S. DONALDSON et W. KYMLICKA, *op. cit.*, p. 87). Selon les auteurs, on a tort de ne porter attention qu'à cette modalité de la participation démocratique. Cependant, Donaldson et Kymlicka estiment pour leur part non seulement que les animaux exercent une forme de citoyenneté à d'autres niveaux, mais aussi qu'ils sont aussi capables d'agentivité politique (*Idem*, p. 88).

4 À propos des différentes formes de citoyenneté que distinguent nos auteurs, nous invitons le lecteur à se reporter à la traduction française de *Zoopolis* (p. 85 et suivantes). Par ailleurs, estimer que la citoyenneté ne s'exerce que dans le cadre d'une agentivité démocratique, c'est d'emblée en priver

les animaux avec lesquels nous vivons manifestent aussi clairement leurs intérêts, quand bien même cela ne passerait pas par le *logos*.

Leur ouvrage a rencontré deux objections principales :

- a) accorder une telle citoyenneté aux animaux domestiques ne serait pas bon pour eux ;
- b) l'intégration des animaux à notre communauté politique serait un danger pour notre démocratie.

C'est à cette dernière objection que vient répondre en priorité l'article «Les bêtes indisciplinées: les animaux citoyens et la menace de la tyrannie», publié ici pour la première fois en français dans la traduction de Clara Piraud.

Ainsi, à partir de la lecture d'un texte classique de la *République* de Platon dans lequel celui-ci pointait le risque, inhérent à l'idéologie démocratique, d'une pure égalisation des conditions⁵, les auteurs montrent que la philosophie a toujours eu peur de la bête (en nous ou à l'extérieur de nous) qui devrait toujours être dressée ou mise à l'écart pour que l'on puisse faire société. Ainsi, les animaux seraient par nature irrémédiablement indisciplinés, de sorte qu'on ne saurait leur accorder une forme de citoyenneté sans mettre en péril notre démocratie. En effet, leur incapacité à se maîtriser affaiblirait les normes de réciprocité inhérentes à ce régime et le fait d'inclure de tels citoyens «débridés» à notre *polis* affaiblirait l'engagement à la modération et à la justice sur lequel elle repose.

les enfants, les handicapés, et toute personne qui ne pourrait défendre ses intérêts de manière temporaire en raison par exemple d'une maladie (Alzheimer...).

- 5 La démocratie est, selon Platon, le régime dans lequel règne une totale licence et se signale par «l'égalité des droits» (PLATON, *République*, 563b), à tel point que le chien finira par bousculer le maître, s'il ne s'écarte pas de sa route (exemple repris par Donaldson et Kymlicka dans leur article). Ce n'est, de fait, pas un hasard si la question des droits des animaux se pose particulièrement dans nos sociétés démocratiques contemporaines. La référence à Platon n'est d'ailleurs pas anodine, puisque le philosophe grec pointait également le risque inhérent à la démocratie de se muer en tyrannie. Là où la démocratie se signale chez Platon comme ce régime qui cherche à satisfaire les désirs de tous et par l'absence totale d'autorité, le manque de respect pour les lois qui en résulte se retournera ultimement dans son contraire avec la venue du tyran qui reprendra les rênes (voir 563e et la fin du livre VIII).

Contre ce préjugé philosophique tenace, la proposition des auteurs s'énonce ainsi :

« Pour résumer, les humains partagent avec les animaux une même nature morale ainsi que d'autres dimensions de leur être, comme on devrait en effet s'y attendre étant donné les processus d'évolution. Une fois que l'on reconnaît cette continuité, on doit abandonner le stéréotype des bêtes indisciplinées par opposition aux humains souverains et réfléchir plutôt à la manière dont les citoyens, de toutes sortes, peuvent être encouragés dans l'exercice d'une agentivité citoyenne, de façon à ce que nous puissions tous nous épanouir ensemble. Cela requerra de repenser les espaces et les lieux de la citoyenneté pour réaliser plus pleinement les valeurs démocratiques fondamentales ».

Fort de ce constat, l'article s'intéresse aux différentes manières dont nous pouvons considérer nos animaux domestiques comme des citoyens à part entière, avant de donner ultimement un exemple de la manière dont les animaux incarnent cette citoyenneté au sein de l'espace public : « les chiens dans les parcs publics ».

Si penser l'animal, c'est toujours penser l'homme en retour, il apparaît évident que la réflexion sur la citoyenneté que l'on accorderait aux animaux (ou qu'ils manifestent de fait) tend à repenser notre propre exercice de celle-ci. Ainsi, il s'avère que notre refus d'accorder la citoyenneté aux animaux traduit le préjugé selon lequel celle-ci ne saurait s'exercer autrement que de manière intellectuelle (selon un modèle contractualiste). Et, comme l'écrivent encore Donaldson et Kymlicka :

« L'agentivité morale humaine n'est pas en première instance une question d'examen rationnel de propositions, ni d'adhésion consciente à celles-ci. L'agentivité morale humaine se fonde sur des sentiments moraux préreflexifs et sur des impulsions prosociales que nous partageons avec de nombreux animaux ; elle est en grande partie intuitive et spontanée et correspond à un comportement incarné et socialement ancré, et pas (ou pas en première instance) à l'activité d'un esprit désincarné. La stabilité de la démocratie dépend bien de ce fait ».